



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions

- TPSGC

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

This document contains a security requirement.

Ce document contient une condition de sécurité.

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Maintenance & Professional Consulting Services  
Division (FK)

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

3C2, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> SMART BUILDING SERVICES		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN438-170958/A		<b>Date</b> 2016-11-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20170958		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>File No. - N° de dossier</b> fk289.EN438-170958	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$FK-289-71747		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2016-10-20
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-11-30</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Maquiling(fk div), Amalia O.		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> fk289
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-4886 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-3600	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

La présente modification 001 vise à répondre aux questions de l'industrie.

**Q1** Concernant la définition de l'offrant

Partie 2 – Instructions à l'intention des offrants 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection

La section 2.1 intègre les CCUA 2003, Instructions uniformisées – Biens ou services – Besoins concurrentiels, à la demande de soumissions, y compris l'article 4 – Définition de soumissionnaire où celui-ci est défini comme étant « la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) présentant une soumission en vue d'un marché de produits, de services ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants ».

La définition de soumissionnaire, si elle s'applique aux références relatives aux projets de services, pourrait empêcher les soumissionnaires offrant des services et des produits à une clientèle internationale de faire valoir une expérience hautement pertinente. Étant donné l'importance de la gestion de la sécurité et de la protection du Canada et de sa population, il est dans l'intérêt supérieur du gouvernement du Canada d'être en mesure de communiquer avec des références qui ne sont pas nécessairement au pays. Cela permettrait également aux soumissionnaires d'inclure les références de projets qui ont été réalisés dans d'autres pays et qui sont comparables aux projets du gouvernement du Canada.

Veuillez confirmer que l'inclusion de cette clause n'empêche pas le soumissionnaire de citer des projets d'entreprise réalisés à l'étranger et, par conséquent, par la société mère ou à la société affiliée du soumissionnaire en raison de sa structure d'entreprise.

**R1** Nous avons ajouté des précisions à la section 4.3 de la demande de propositions (DP), ci-dessous, pour répondre à la question (1).

**4.3 Évaluation technique**

*L'expérience de l'offrant peut comprendre des références de projets réalisés à l'extérieur du Canada et exécutés par l'offrant ou les membres de la coentreprise.*

**Q2** La demande d'offre à commandes (DOC) de TPSGC pour des services relatifs à l'immeuble intelligent ne comprend pas de clause visant à limiter la responsabilité de l'offrant/entrepreneur en cas de dommages. Une clause de limitation de la responsabilité a été élaborée principalement par TPSGC pour des approvisionnements en GI/TI. Cette clause tient compte, en grande partie, d'une répartition du risque commercialement raisonnable entre le Canada et l'offrant/entrepreneur conformément à la politique du Conseil du Trésor sur la limitation de la responsabilité des entrepreneurs dans les marchés de l'État. Étant donné que la DOC décrit un approvisionnement en GI/TI, TPSGC est-il prêt à modifier la partie 7 de l'offre à commandes et les clauses du contrat subséquent de la DOC pour y inclure la clause de limitation normalisée en matière de GI/TI énoncée dans le *Guide des CCUA* N0000C (2013-04-25) et intitulée Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information?

**R2** Les services relatifs à l'immeuble intelligent ne sont pas visés par un approvisionnement en GI/TI; par conséquent, la clause d'assurance susmentionnée ne s'applique pas.

**Q3** Lors d'approvisionnements antérieurs, il y avait une clause de limitation de responsabilité normalisée pour la gestion de l'information/technologie de l'information (voir les CCUA N0000C). La DP actuelle ne comprend pas cette clause, ce qui laisse entendre une responsabilité illimitée, que notre entreprise ne peut tout simplement pas accepter. Pour veiller à ce que TPSGC reçoive les meilleures soumissions et propositions de répondants, nous vous demandons respectueusement d'ajouter cette clause à la DP.

**R3** Voir la réponse R2

**Il n'y a aucune autre modification.**